

les conditions. Et les trois aspects de cette politique du Front Populaire représentent la marche même des événements, le déroulement de la lutte des classes dont elles sont l'expression capitaliste. Matignon n'est pas opposé à la dévaluation, (bien qu'on ait voulu l'éviter) comme la dévaluation n'est pas opposée à la « pause » (bien que la dévaluation devait ranimer l'économie). Il s'agit de trois positions capitalistes bien reliées entre elles et imposées chaque fois par l'attaque des ouvriers. Blum, sous d'autres formes, continue Laval et cela est dans la logique des choses.

Pourtant, l'Union Sacrée continue en France. Mais elle se crevasse de plus en plus et, bientôt, le capitalisme ne se contentera plus de demander une autre politique à Blum; il le renverra pour faire face à d'autres moyens aux réactions ouvrières. Il est vrai que nous avons devant nous la « trêve sociale » de l'Exposition. Des événements comme ceux de Clichy doivent ouvrir les yeux à des couches d'ouvriers. L'essentiel serait de voir le prolétariat français trouver dans l'expérience du Front Populaire la force de définir son chemin de classe. Et, à ce sujet, nous devons arriver à cette constatation: tous les groupes issus de la lutte contre la dégénérescence centriste ont franchi la barricade lors des événements d'Espagne et si des sursauts ouvriers éclatent en France contre le Front Populaire, ils ne pourraient que les conduire dans la même direction que celle qui a vu se creuser la tombe du prolétariat espagnol. L'ironie de l'histoire veut que les groupes trotskistes, qui ne sont plus que le reflet déformé de ce que voulaient les ouvriers internationalistes en 1927-29 et qui représentent, politiquement, des ailes gauches de l'idéologie social-démocrate, font figure de points de rassemblement des énergies révolutionnaires. Il est impossible de croire que le prolétariat français ne puisse accoucher d'une chose que d'avortons incapables de le

conduire vers ses buts révolutionnaires.

Notre fraction a levé le drapeau de la création de fractions de gauche dans tous les pays. La gravité de la situation en France commande aux révolutionnaires de ce pays de quitter tous les groupes contre-révolutionnaires (Trotskistes, Que Faire?, Union Communiste) qui ont passé la barricade lors du massacre en Espagne. Il faut qu'ils se regroupent dans une formation internationaliste dont notre fraction aidera, de toutes ses forces, à jeter les bases. Nous ne disons plus seulement « en dehors des partis communistes traîtres à la révolution », mais aussi « en dehors des groupes soi-disant communistes de gauche qui ont trahi les principes de l'internationalisme et sont devenus incapables de servir à la construction d'un groupe communiste véritable ».

La tension des situations en France est partie intégrante de la tension des situations dans le monde entier. L'heure de la liquidation et de la reddition de comptes cherche peut-être sa voie dans les tumultes sociaux dont nous percevons des signes précurseurs. Les communistes internationalistes de France doivent se regrouper pour participer, au nom des intérêts révolutionnaires des ouvriers français, à la grande œuvre de renaissance et de construction de la nouvelle Internationale qui sera - et nous ne faisons que répéter ce que nous écrivions dans le n° 1 de « Bilan » - le fruit de réveil du prolétariat dans le monde entier qui retrouvera le chemin du pouvoir. Et si même l'évolution des événements suivait un autre cours, bien plus long et plus accidenté encore que celui que nous présentons, la trahison de tous les groupes existant en France aura quand même été l'indice qu'une liquidation qui s'est effectuée au sein du prolétariat et que le terrain existe pour profiler les bases d'un nouveau groupe en France: une fraction française de la gauche communiste internationale.

## L'élection de Bruxelles Une victoire du Socialisme National Un échec de Degrelle

Par rapport aux élections de mai 1936, celles du 11 avril dernier, ne présentent pas de grandes différences au point de vue arithmétique. En effet sur le nom de Van Zeeland se sont retrouvées les voix des partis catholiques, libéral, socialiste et communiste qui avaient appelé leurs troupes à voter pour le Premier Ministre, alors que Degrelle a obtenu, à quelques milliers près, les voix qui s'étaient affirmées en 1936 sur les listes rexistes, réaliste et celle des nationalistes flamands, ces derniers ayant décidé cette fois de voter pour lui.

Toutefois une analyse des situations révèle la différence existante entre les deux scrutins et fait apparaître l'importance de l'élection partielle de Bruxelles et son retentissement international.

Tout d'abord, s'il est juste de parler d'un échec personnel de Degrelle, il est absolument faux de dire que s'est son programme qui a été battu le 11 avril.

Et encore cet échec personnel a-t-il l'importance et les conséquences que lui ont attribués les quatre partis en se basant sur le nombre de voix totalisées par Van Zeeland? Si l'on considère l'élection partielle à elle seule, il est certain que Degrelle est le grand vaincu de la journée. C'est lui en effet qui, le 7 mars, avait pris l'initiative de la bataille en convoquant un grand meeting au Palais des Sports, où il déclara: « L'heure est venue des décisions énergiques. Il nous faut la bataille, il nous la faut tout de suite. Ce soir nous déclarons la guerre au régime. Il faut que les belges se comptent. Il faut qu'on en sorte, plutôt mourir que de piétiner sur place... La victoire, nous l'aurons. A Rex on gagne toujours. Nous sommes sur la piste, l'épée au poing! A nous Bruxelles! Pour la victoire... » Quand la décision de Van Zeeland de se présenter candidat fut connue, l'organe rexiste le « Pays Réel » imprimait: « A nous deux, M. Van Zeeland! Leur pot-pourri final à la sauce Van Zeeland va indigner les électeurs de toutes les tendances. M. Van Zeeland, enfin, n'a absolument rien pour galvaniser Bruxelles » in

extremis ». Dans trente-sept jours, M. Van Zeeland aura dû rendre son tablier ministériel. »

Les 275.000 voix du Premier Ministre, contre les 69.000 de Degrelle, comparées aux déclarations de guerre initiales de ce dernier, donnent au match une conclusion qui pourrait faire croire au dégonflage définitif du rexisme. L'organe philo-fasciste, la « Nation Belge » est forcée de dire que l'échec est cuisant, puisque celui qui avait déclenché l'attaque recule au lieu d'avancer.

Degrelle avait décidé d'emprunter à peu près le même chemin qu'avait suivi Hitler en 1932 et qui devait le conduire au pouvoir en janvier 1933.

La réaction du gouvernement et des partis traditionnels n'avait pas été dissimilable de celle qui s'était produite en Allemagne et qui fraya la voie à Hitler. Sur les traces des socialistes allemands qui modifièrent la loi pour empêcher que les succès du « plébiscite » provoqué par Hitler et appuyé par les centristes obtienne la dissolution du Landtag démocratique de Prusse, les socialistes belges avaient pris l'initiative d'une loi qui déjouait la manœuvre rexiste de faire démissionner leurs députés, à tour de rôle, afin de provoquer une série d'élections partielles.

Il y avait donc concomitance entre l'attitude de Degrelle et de Hitler d'un côté, et de ce que les fascistes appellent le « régime » de l'autre. C'est sur le plan de la légalité que la bataille devait se dérouler. Il faudra ajouter que c'est juste après un échec électoral hitlérien, succédant à la série des victoires précédentes, que Von Papen fut chargé par Hindenburg de torpiller le ministre Van Schleicher et de former le nouveau cabinet Hitler. L'échec du 11 avril peut-il avoir la même conséquence que les élections de novembre 1932 en Allemagne, et à brève échéance, assisterons-nous à l'arrivée de Degrelle au pouvoir?

Il est certain que le plan du capitalisme belge ressemble beaucoup à celui du capitalisme allemand: canaliser autour d'une